



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/17169
9 mai 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 9 MAI 1985, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT PAR INTERIM DE L'URUGUAY
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte du communiqué de presse No 110,
publié le 6 mai 1985 par le Ministère de l'information de la présidence de la
République.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre et du communiqué ci-joint comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim,

(Signé) Humberto GOYEN ALVEZ

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 6 mai 1985 par le Ministère de
l'information de la présidence de la République

Le Gouvernement uruguayen a suivi et continue de suivre avec une profonde inquiétude l'aggravation des tensions en Amérique centrale, tout en maintenant par l'intermédiaire du Ministère des relations extérieures des contacts étroits et des consultations avec les gouvernements latino-américains, également préoccupés par les événements qui se sont produits récemment.

Dès le début, le Gouvernement uruguayen a réaffirmé son ferme appui à un règlement politique de la situation par voie de négociations et dans le cadre défini par le Groupe de Contadora, lequel s'inspire des principes que le Gouvernement et l'opinion publique uruguayens défendent en permanence, en particulier la primauté du droit international et la non-intervention.

A cet égard, le Gouvernement uruguayen tient à rappeler les engagements pris par les Etats, tant dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains que dans d'autres instances internationales. Fidèle à ces engagements, le Gouvernement uruguayen déplore les sanctions économiques décrétées récemment par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Nicaragua, car celles-ci nuisent aux efforts de paix déployés par le Groupe de Contadora.

Le Gouvernement uruguayen lance un vigoureux et urgent appel en faveur de la reprise du dialogue bilatéral de Manzanillo et de l'application rapide des propositions faites par le Groupe de Contadora.
